

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

L'utopie possible

Pierre Lefebvre

Number 305, Fall 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/72411ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lefebvre, P. (2014). L'utopie possible. *Liberté*, (305), 3–3.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'utopie possible

L'ÉCOLE PUBLIQUE est un projet audacieux. Dans une certaine mesure, il est presque indécent, ou en tout cas baveux. On demande quand même à l'État de financer et de mettre en place une structure dont le monde sortira apte à discerner les vessies des lanternes, c'est-à-dire d'être en mesure de contester le pouvoir. C'est beaucoup demander à ceux qui en tiennent les rênes. C'est pourtant le prix à payer pour avoir des citoyens. Quand ceux-ci ne sont pas capables de poser un regard critique sur nos lois et décrets, on se retrouve peu ou prou devant des serfs. Mais un cursus scolaire n'a pas qu'une portée politique et, d'un point de vue symbolique, ses visées sont encore plus téméraires. L'éducation consiste aussi à familiariser ceux et celles arrivés au monde depuis peu à ce qui s'est dit et fait bien avant leur naissance. Les arts et les sciences sont en effet d'abord cela, un héritage, notre lien tangible avec les morts.

Avec des ambitions aussi démesurées, il ne faut pas s'étonner si, depuis le début, l'entreprise impossible avance comme elle peut. Comme la démocratie à laquelle elle est intimement liée, l'éducation publique est condamnée à demeurer un *work in progress*, un compromis tantôt bancal, tantôt caduc, entre la realpolitik et l'idéal. Celui de la démocratie, d'ailleurs, faut-il le rappeler, est la souveraineté du peuple, sa propre maîtrise sur sa destinée. Peu importe les efforts déployés, il y aura toujours plus ou moins loin de la coupe aux lèvres. Il ne faut pas pour autant conclure à l'échec. L'échec en politique – et l'éducation publique est une grande question politique – n'est pas de ne pas atteindre l'inaccessible. C'est de ne plus tenter de s'en approcher.

Notre époque se sacrant du politique et plus encore du symbolique, on peut se demander si nous sommes aujourd'hui en mesure d'apprécier ou même seulement d'aborder la notion de transmission; un acte par lequel une chose passe d'une personne à une autre sans le truchement d'une

transaction financière. Dans un tel cadre, l'éducation devient en effet fort déconcertante, surtout quand on nous rabâche du matin au soir combien il est impératif de nous adapter aux présentes conditions du monde et non de les comprendre ou, horreur, de les questionner. Les États eux-mêmes ayant choisi de délaissier une part de leur souveraineté au bon plaisir des marchés financiers, il n'est pas délirant de les imagi-

Quand les citoyens
ne sont pas
capables de poser
un regard critique
sur nos lois et
décrets, on se
retrouve peu ou
prou devant des
serfs.

ner incapables de concevoir la souveraineté de leurs commettants. Les voir, dès lors, répondre avec enthousiasme aux demandes de l'entreprise privée en préférant usiner de la chair à marché du travail plutôt que de permettre aux jeunes de devenir des citoyens autonomes risquant peut-être de changer le cours des choses ne devrait pas nous étonner. Au-delà des budgets, au-delà des questions pratiques – les tableaux verts ou interactifs? la nouvelle orthographe ou l'ancienne? le socioconstructivisme ou le cours magistral? –, ce sont les fins mêmes de l'éducation, comme celles de la démocratie, qui sont devenues problématiques pour nous.

On l'oublie souvent, mais la Révolution tranquille doit beaucoup à un éducateur. Le nombre d'artisans de notre mythe fondateur issus des salles de classe du père Georges-Henri Lévesque est en effet astronomique. Alors que nous nous trouvons de nouveau aux prises avec un gouvernement qui juge le legs de cette période faste dépassé, il n'est pas inutile de le rappeler. Fondateur de l'École des sciences sociales de l'Université Laval en 1938, qui deviendra une faculté en 1943, le père Lévesque avait une idée assez haute de la sociologie et de ses fins. Sa discipline devait en effet permettre de déchiffrer une société afin de pouvoir agir sur elle en profondeur. En gros, il s'agissait d'apprendre à lire le monde pour avoir prise sur lui. Claude Morin, Jacques Parizeau, Marcel Pepin, Fernand Dumont, Léon Dion, pour ne nommer que ceux-là, sont tous passés par là. La Révolution tranquille s'est en fin de compte mise en branle parce que des hommes et des femmes ont refusé d'accepter sans mot dire la société dans laquelle ils entraient.

Former des êtres capables de fourbir de nouvelles armes, d'énoncer de nouvelles idées, de tracer d'autres avenues afin de répondre à la dureté, à la bêtise, à l'aveuglement crasse des temps présents semble désormais utopique. Ce l'était pourtant aussi dans les années trente, quarante et cinquante. Se débarrasser du double joug de la religion et du duplessisme relevait dans ce temps-là du fantasme. Pourtant, au tout début de la décennie suivante, quelque chose a eu lieu. On a soudain compris qu'un gouvernement ne sert pas seulement à faire la courbette à l'archevêché ou à octroyer des contrats à des firmes d'ingénieurs assoiffées de profits. Il donne aussi le *la*. Et quand celui-ci ne nous plaît pas, nul n'est tenu de chanter à l'unisson.

En ces temps où l'on est souvent tenté de sombrer dans le pessimisme, on peut trouver dans l'œuvre du père Lévesque de quoi réfléchir.

— Pierre Lefebvre **L**